CONSEIL D'ÉTAT

Arrêté nommant trois représentants des locataires à la Chambre de conciliation pour les litiges en matière de bail à loyer et de bail à ferme

Le Conseil d'État de la République et Canton de Neuchâtel,

vu l'article 12, alinéa 1 de la loi d'organisation judiciaire neuchâteloise (OJN), du 27 janvier 2010 ;

vu l'article 33 de la loi d'introduction du code de procédure civile (LI-CPC), du 27 janvier 2010 ;

vu la proposition des associations et des groupements professionnels intéressés,

sur la proposition du conseiller d'État, chef du Département de la justice, de la sécurité et de la culture,

arrête :

Article premier Sont nommés comme représentants des locataires à la Chambre de conciliation du Tribunal d'instance, pour la fin de la période de fonction des autorités judiciaires :

- Bigler Olivier, Neuchâtel
- Hurni Baptiste, Neuchâtel
- Gretilat Jonathan, Neuchâtel

Art. 2 ¹Le présent arrêté entre en vigueur le 16 avril 2018.

²Il sera publié dans la Feuille officielle.

Neuchâtel, le 11 avril 2018

Au nom du Conseil d'État :

Le président,
L. FAVRE

La chancelière,
S. DESPLAND